



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Août 2025



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Août 2025

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	7
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	9
2.1. Production et demande de biens et services	9
2.2. Inflation	12
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	13
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	13
3.2. Taux d'intérêt des banques	14
3.3. Monnaie	14
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	16
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	16
4.2. Marché des titres de la dette publique	17
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	18
5.1. Croissance	18
5.2. Monnaie	19
5.3. Inflation	19
ANNEXES STATISTIQUES	21

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale est restée globalement bien orientée en juillet 2025, soutenue par l'expansion du secteur des services aux États-Unis et en zone euro. En Chine et en Afrique du Sud, la croissance est demeurée modérée, reflétant le repli de la production manufacturière.

Aux **États-Unis**, l'activité du secteur privé a connu une accélération en juillet 2025, portée par le rebond des services, tandis que l'industrie progressait à un rythme plus modéré. En **zone euro**, l'économie s'est renforcée grâce au dynamisme des services, le secteur manufacturier étant resté stable.

En **Chine**, la croissance de l'activité a ralenti, sous l'effet du recul du secteur manufacturier, malgré la solidité des services. En **Afrique du Sud**, l'activité du secteur privé a enregistré une légère expansion, portée par une demande soutenue dans les services, en dépit d'une contraction dans l'industrie et dans la construction.

En Afrique de l'Ouest, l'économie s'est renforcée au **Nigeria**, grâce au dynamisme du secteur manufacturier, tandis qu'au **Ghana**, la croissance du secteur privé a ralenti, en raison d'une baisse des nouvelles commandes et de la production.

L'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a reculé de 5,1%. De même, l'indice des prix des produits alimentaires importés s'est replié de 3,2%, en lien avec l'abondance de l'offre.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique demeure robuste, portée par la vigueur de la demande intérieure et les progrès observés dans plusieurs secteurs clés, tels que les services marchands et financiers, ainsi que le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). Le taux d'inflation est ressorti à -0,9% en juillet 2025, en baisse de 0,7 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de -0,2% enregistré le mois précédent, en lien avec la décélération observée au niveau des prix des produits alimentaires.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 4,74% à fin juillet 2025, en baisse de 22 points de base (pdb) par rapport à sa valeur de fin juin 2025. Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont légèrement assouplies en juin 2025, avec un taux débiteur moyen de 6,70%, contre 6,73% le mois précédent et 7,15% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 12,7%, en glissement annuel, à fin juin 2025, après une augmentation de 13,4% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des actifs extérieurs nets (+197,3%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+6,7%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,5% au troisième trimestre 2025, soit le même rythme qu'au deuxième trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à -0,6% en août, -0,5% en septembre 2025 et -0,1% en octobre 2025. Le niveau projeté de l'inflation résulterait de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi que de l'approvisionnement suffisant des marchés de l'Union en produits céréaliers à la faveur de la bonne campagne agricole 2024/2025.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 août 2025.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale a poursuivi sa dynamique haussière en juillet 2025, avec une expansion aux États-Unis et en zone euro portée par le secteur des services. La croissance est restée modérée en Chine et en Afrique du Sud, en lien avec l'affaiblissement de la production manufacturière.

Aux **Etats-Unis**, l'indice PMI composite a atteint 55,1 points en juillet 2025, contre 52,9 points un mois auparavant, reflétant une forte expansion de l'activité, portée par le secteur des services qui a bénéficié d'une demande solide, tandis que l'industrie progressait à un rythme plus modéré. En **zone euro**, l'indice PMI composite est ressorti à 50,9 points en juillet 2025, après 50,6 points en juin 2025, correspondant à la plus forte hausse de l'activité économique privée depuis mars 2025. Cette amélioration de l'activité est portée par le dynamisme accru dans les services dans un contexte de quasi-stabilisation dans le secteur manufacturier.

Au niveau des **pays émergents**, la croissance du secteur privé en **Chine** a marqué un léger ralentissement en juillet 2025, avec un indice PMI composite en baisse à 50,8 points contre 51,0 points le mois précédent. L'expansion de l'activité, bien que modérée, s'est poursuivie pour un deuxième mois consécutif, portée par le secteur des services, tandis que la production manufacturière a reculé. Les exportations ont diminué en raison d'un affaiblissement de la demande extérieure. En **Afrique du Sud**, l'indice composite a légèrement progressé à 50,3 points en juillet 2025, après 50,1 points en juin. Cette évolution s'explique par la hausse des commandes et des créations d'emplois, grâce à une demande accrue dans les services, malgré une contraction dans l'industrie et la construction.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** s'est établi à 54,0 points en juillet 2025, après 51,6 points en juin 2025, porté par l'accélération de la production manufacturière. Au **Ghana**, l'indice composite s'est affaibli à 50,2 points en juillet 2025, après 51,3 points en juin 2025, sous l'effet du ralentissement des nouvelles commandes et de la production.

1.2. Actions des banques centrales

Les récentes décisions des banques centrales reflètent une approche prudente, face à une croissance modérée, une persistance de l'inflation et aux incertitudes liées au commerce international.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale américaine (FED)** a, le 30 juillet 2025, maintenu ses taux dans la fourchette comprise entre 4,25% et 4,50% pour la cinquième fois consécutive. Elle a souligné le ralentissement du dynamisme économique, une pression inflationniste toujours présente et des incertitudes liées à la guerre commerciale, tout en réaffirmant son engagement envers une politique guidée par les données. La **Banque du Japon (BoJ)** a maintenu son taux directeur à 0,5%, le 31 juillet 2025, conservant les coûts d'emprunt à leur plus haut niveau depuis 2008. Cette décision intervient après la révision à la hausse de ses prévisions d'inflation sous-jacente (2,7% pour 2025 contre 2,2% précédemment) et de croissance (0,6% pour 2025 contre 0,5% auparavant). Elle traduit une approche prudente dans le cadre de la normalisation de la politique monétaire. La **Banque d'Angleterre (BoE)** a, le 7 août 2025, abaissé ses taux de 25 points de base à 4,00%, leur plus bas niveau depuis mars 2023. Les prévisions de croissance pour 2025 ont été relevées à 1,25% et les marchés anticipent de nouvelles réductions, avec des taux proches de 3,5% en 2026. Lors de sa réunion du 24 juillet 2025, la **Banque centrale européenne (BCE)** avait maintenu ses taux d'intérêt inchangés, poursuivant sa position attentiste après huit baisses successives. Le taux de la

facilité de dépôt, celui des opérations principales de refinancement et celui de la facilité de prêt marginal restent fixés à 2,00%, 2,15% et 2,50% respectivement. Prévue pour le 11 septembre 2025, la prochaine décision de l'institution s'inscrira dans un contexte d'incertitudes commerciales persistantes, que la zone euro continue de surveiller en raison de leurs effets potentiels sur la croissance et l'inflation.

Dans les **pays émergents**, la **Banque centrale de Chine** a laissé le 20 août 2025 ses taux directeurs inchangés à des niveaux historiquement bas, maintenant le *Loan Prime Rate* (LPR), référence pour les prêts bancaires, à 3,0% sur un an et 3,5% sur cinq ans. Cette décision intervient alors que l'économie montre des signes de ralentissement.

Au niveau des **pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA**, la **Banque du Ghana (BoG)** a réduit son taux directeur de 300 points de base à 25,00% le 30 juillet 2025, en évoquant une forte désinflation, une croissance économique soutenue et un renforcement du secteur extérieur. Les indicateurs économiques se sont améliorés : l'inflation a reculé à 13,7%, le PIB réel a progressé de 5,3% au premier trimestre 2025, les excédents commerciaux et les réserves se sont accrus, et le cedi a enregistré une nette appréciation.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Taux directeur au 20 août 2025 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en juillet 2025 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-100	0	{4,25-4,50}	2,0	2,7
Zone euro	-135	-100	2,00	2,0	2,0
Royaume-Uni	-50	-75	4,00	2,0	3,8
Pays émergents					
Chine	-35	-10	3,00	3,0	0,0
Russie	500	-300	18,00	4,0	8,8
Inde	0	-100	5,50	5,7	1,6
Brésil	50	275	15,00	{3,75+/-1,5}	5,2
Afrique du sud	-50	-75	7,00	{3,0 - 6,0}	3,5
Pays en développement					
Nigeria	875	0	27,50	{6,0 - 9,0}	21,9
Ghana	-300	-200	25,00	{8,0+/-2,0}	12,1
CEMAC *	0	-50	4,50	3,0	2,8

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2025

1.3. Marchés des matières premières

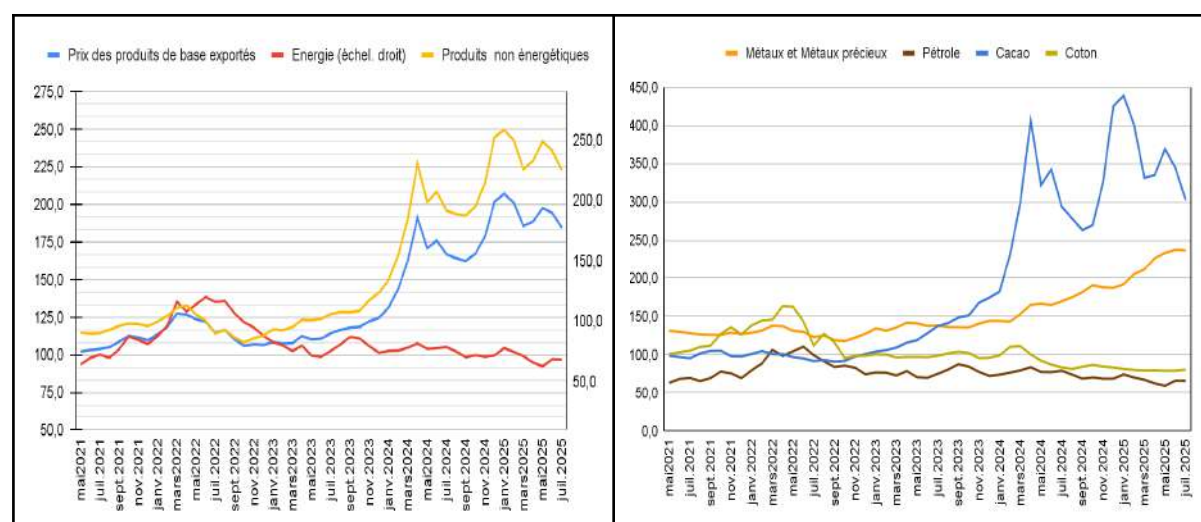
En juillet 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a enregistré une baisse de 5,1%, en lien avec l'affaiblissement des prix des produits non énergétiques, notamment le café et le cacao.

L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a fléchi, en glissement mensuel, de 5,1% en juillet 2025, après un recul de 1,5% le mois précédent. Cette évolution résulte de la diminution des prix des produits non énergétiques dont certains produits agricoles (**café** : -13,2%, le **cacao** : -12,2%), des produits énergétiques (**gaz naturel** : -0,8% et **pétrole** : -0,2%), de l'**uranium** (-1,1%) et de l'**or** (-0,3%). La contraction de l'indice a été atténuée par le renforcement des cours du **zinc** (+11,1%), du **caoutchouc** (+7,9%), des fertilisants comme les **phosphates** (+2,9%) et de certains produits alimentaires (huiles de **palme** : +2,0% et de **palmiste** : +2,0%).

L'affaiblissement des prix du **café** s'explique par l'amélioration des perspectives d'approvisionnement au Brésil et l'atténuation des craintes liées aux droits de douane. Les cours du **cacao** ont diminué en raison des prévisions de pluies en Côte d'Ivoire, laissant entrevoir une meilleure récolte. La baisse des prix du **gaz naturel** est due à une demande saisonnière plus faible et de stocks abondants en Europe. Le repli des cours du **pétrole** est imputable à plusieurs facteurs, notamment le cessez-le-feu entre Israël et l'Iran, qui a apaisé les inquiétudes liées à l'approvisionnement, la hausse de la production de l'OPEP+, ainsi que le maintien d'une offre élevée aux États-Unis. Le recul du prix de l'**uranium**, en dépit d'une demande nucléaire toujours croissante, s'explique par un approvisionnement plus important du marché. Les cours de l'**or** se sont repliés en raison d'un affaiblissement de la demande de valeur refuge lié à l'apaisement des tensions commerciales.

En revanche, la hausse des cours du **zinc** est due essentiellement à la baisse des stocks mondiaux, qui a alimenté une perception de tension sur l'offre. La progression des prix du **caoutchouc** est imputable à la demande soutenue des secteurs industriel et de l'automobile, combinée à une offre restreinte en Asie du Sud-Est, en raison de conditions climatiques défavorables. Le renchérissement du **phosphate** s'explique par une offre limitée attribuable aux déficits de production et aux restrictions à l'exportation imposées par la Chine. Cette situation est aggravée par les droits de douane américains et européens et par une forte demande des principaux importateurs. Les prix des huiles de **palme et de palmiste** ont augmenté sous l'effet d'une offre réduite par les fortes pluies de mousson, qui compliquent la récolte et le transport, du recul des stocks et des achats massifs de la Chine et de l'Inde.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à juillet 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 10,5%, après un accroissement de 10,4% le mois précédent. La hausse des cours concerne le **zinc** (+42,1%), l'**or** (+39,5%), les **phosphates** (+36,4%), le **bois** (+34,1%), les **huiles végétales** (+23,2%), le **gaz naturel** (+17,2%), la **noix de cajou** (+3,0%) et le **cacao** (+2,9%). En revanche, les prix du **café** (-20,6%), du **pétrole** (-16,6%), de l'**uranium** (-13,6%), du **caoutchouc** (-8,0%) et du **coton** (-3,4%) ont enregistré une baisse.

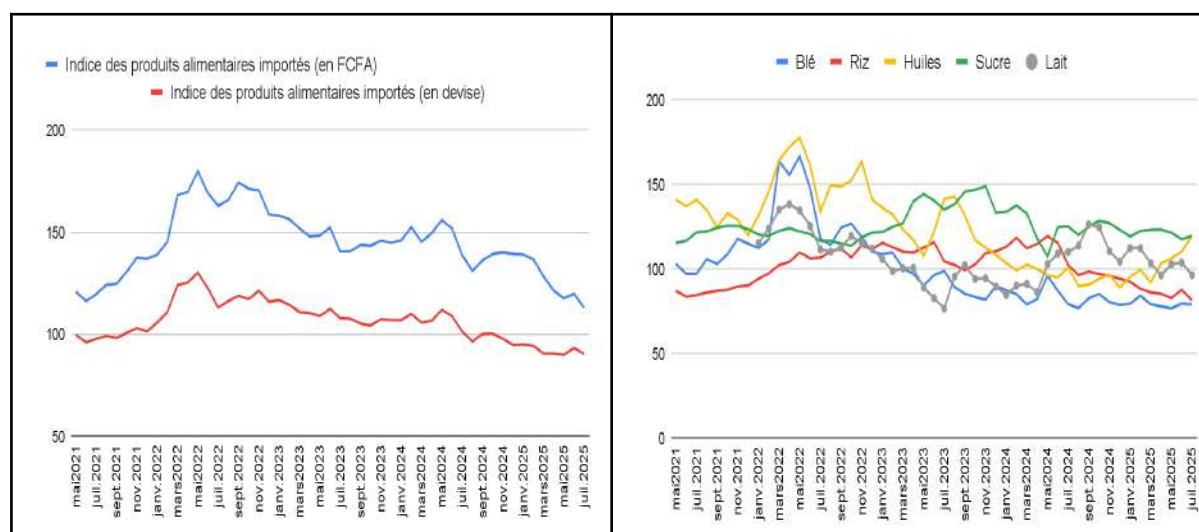
L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est replié, en variation mensuelle, de 3,2% en juillet 2025 après une progression de 3,7% un mois auparavant. La diminution des cours concerne principalement le **riz** (-7,1%), le **lait** (-7,1%) et le **blé** (-0,6%).

Les prix de l'**huile de soja** (+8,4%) et du **sucre** (+1,7%) ont, pour leur part, augmenté sur la même période.

Les prix du **riz** se sont affaiblis sous l'effet d'une production mondiale abondante et de stocks élevés, ce qui a accru la disponibilité sur les marchés. Le recul des cours du **lait** est attribuable à une offre importante, alors que la demande, notamment asiatique, reste faible. L'arrivée sur les marchés des nouvelles récoltes de l'hémisphère Nord a renforcé l'offre mondiale et entraîné une baisse des prix du **blé**.

En revanche, les cours de l'**huile de soja** ont été soutenus par les perspectives de forte demande dans le secteur des agrocarburants sur le continent américain. Quant à la hausse des prix du **sucre**, elle est attribuable principalement à une offre limitée au Brésil.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 10,9%, après une baisse de 14,3% le mois précédent. Cette dynamique a été imprimée par la diminution des cours du **riz** (-20,4%), du **sucre** (-4,2%) et du **blé** (-0,3%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (+18,5%) se sont renforcés.

L'indice des prix (exprimés en franc CFA) des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 18,6%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **riz** (-26,1%), du **sucre** (-21,5%), du **lait** (-18,5%) et du **blé** (-7,4%). La montée des cours des **huiles végétales** (+17,6%) a limité la tendance.

1.4. Marchés financiers

Les principaux indices boursiers des pays avancés ont affiché une tendance haussière au cours du mois de juillet 2025.

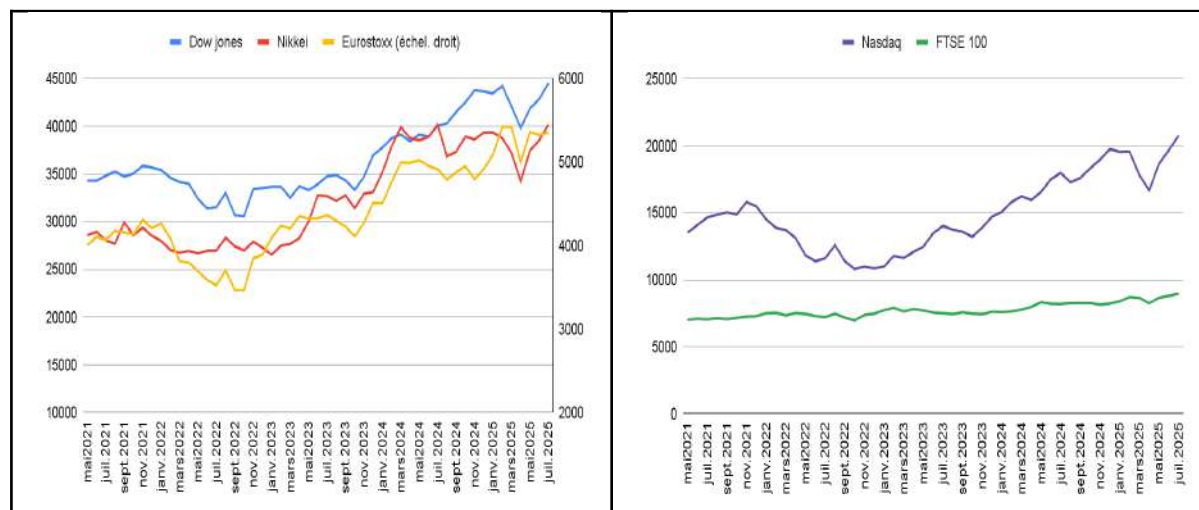
1.4.1. Les places boursières

En juillet 2025, les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une évolution positive. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES ont progressé respectivement de 5,6% et 3,9% comparativement à leur valeur moyenne du mois précédent. De même, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a augmenté de 1,9%, après une hausse de 1,7% le mois précédent. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est également renforcé de 4,3% par rapport à sa

moyenne du mois précédent. Les indices CAC 40 de la France (+1,3%) et EUROSTOXX 50 de la zone euro (+0,5%) se sont accrus par rapport à juin 2025.

En Afrique, les principaux indices boursiers se sont également améliorés dans l'ensemble. Les indices NSE du Nigeria (+10,6%), GSE du Ghana (+5,5%), MASI du Maroc (+3,9%), FTSE de l'Afrique du Sud (+2,6%) et BRVM Composite (+0,2%) ont enregistré une hausse au cours de la période sous revue. Seul l'indice BRVM 30 a baissé de 1,0% sur la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



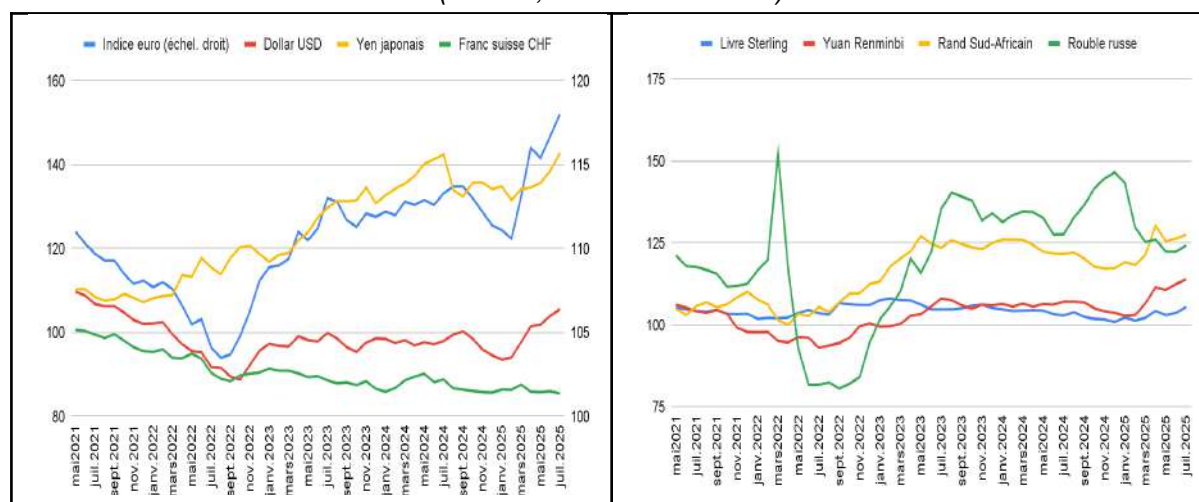
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, a progressé de 1,1% en juillet 2025 par rapport à sa moyenne de juin 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est appréciée par rapport au yen japonais (+3,0%), à la livre sterling (+1,8%), au dollar canadien (+1,4%), au dollar américain (+1,4%) et au dollar australien (+0,8%). La devise européenne s'est également raffermie face aux monnaies des pays émergents, notamment la roupie indienne (+1,6%), le rouble russe (+1,5%), le yuan chinois (+1,3%) et le rand sud africain (+0,9%). En revanche, l'euro s'est replié face au franc suisse (-0,6%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

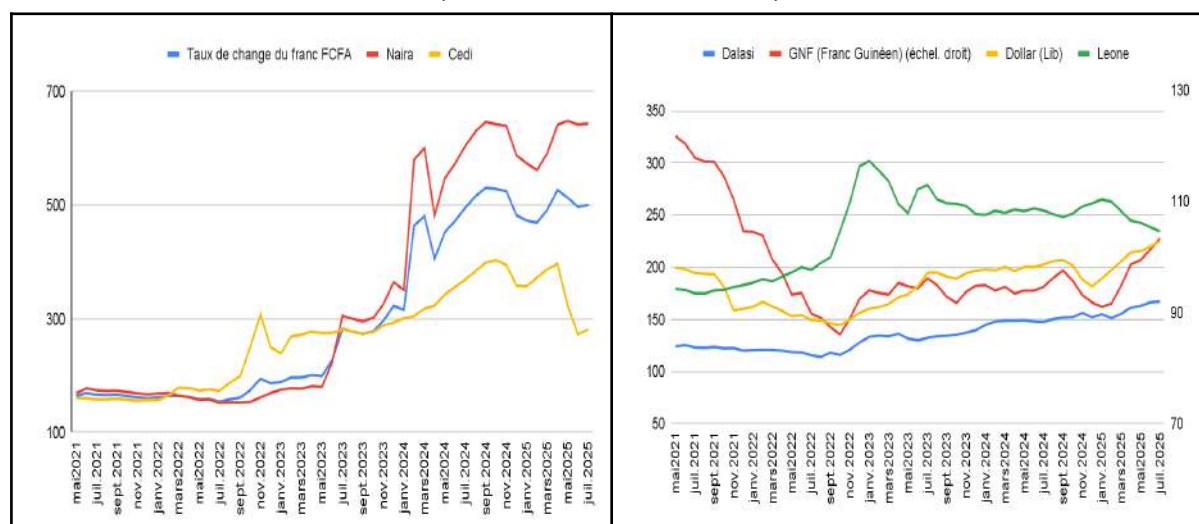
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois de juillet 2025, une appréciation de 0,7% par rapport à sa valeur du mois précédent, en lien avec son regain vis-à-vis du cedi ghanéen (+3,0%), du dollar libérien (+2,3%), du franc guinéen (+2,0%), du dalasi gambien (+0,5%) et du naira (+0,3%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée face au leone (-1,6%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 1,0% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA a enregistré une hausse de 13,3%, 11,0%, 9,3% et 6,5%, respectivement par rapport au dalasi, au dollar libérien, au franc guinéen et au naira. En revanche, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée de 23,8% vis-à-vis du cedi.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin juin 2025 montrent une évolution globalement positive de l'activité économique en variation mensuelle. L'indice global du climat des affaires s'est établi à +1,3 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), comme le mois précédent. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est renforcé de 0,4%, après une augmentation de 4,6% le mois précédent. Les prestations de services financiers ont augmenté de 2,4%, après un accroissement de 1,7% en mai 2025. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise indique une poursuite de l'amélioration de l'activité dans les pays de l'Union à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. En revanche, la production industrielle s'est légèrement repliée de 0,9%, en rythme mensuel, après une contraction de 0,2%. De même, les services marchands non financiers se sont contractés de 0,5% d'un mois à l'autre.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est contracté de 0,9% en juin 2025, après une baisse de 0,2% observée le mois précédent. La diminution de la production industrielle est principalement imputable au repli des activités de fabrication (-1,5 point) ainsi que de la production et distribution d'électricité et de gaz (-0,5 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	juin	mai	juin (*)	mai	juin (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	-1,0	1,1	1,0	5,9	8,5
Extraction d'hydrocarbures	-0,5	0,5	0,0	4,4	5,1
Extraction de minerais métalliques	0,1	0,0	1,2	-3,3	-2,3
ACTIVITES DE FABRICATION	-4,4	-2,1	-1,5	-0,3	2,7
Fabrication de produits alimentaires	-3,3	-1,5	-1,2	-0,1	2,0
Fabrication de textiles	0,0	-0,5	0,0	0,0	0,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,0	-0,5	0,3	0,1	0,5
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	-0,4	0,4	-0,5	0,3	0,2
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DEPOLLUTION	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
INDICE GLOBAL	-5,9	-0,5	-0,9	6,3	12,0

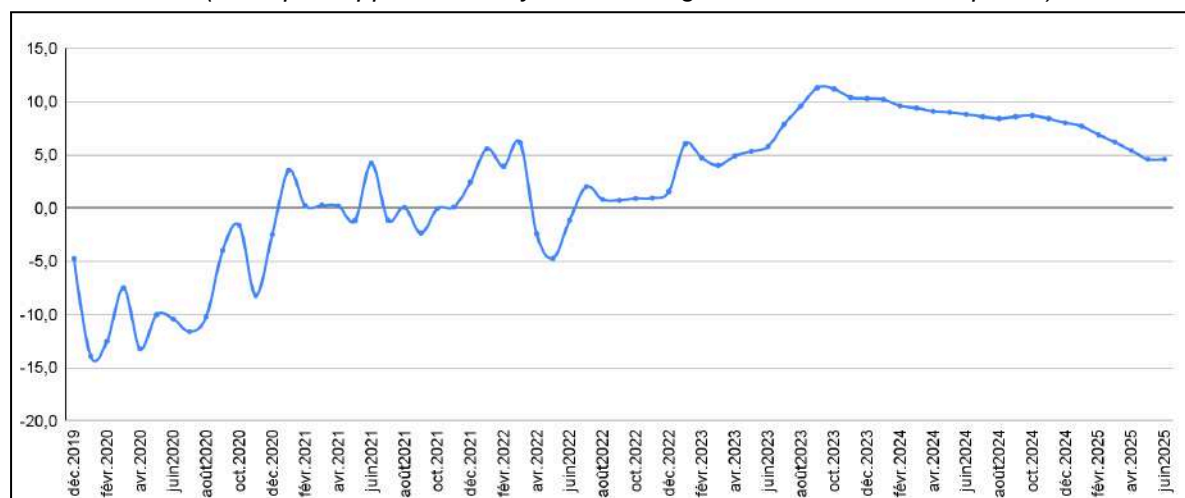
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est renforcée de 12,0% en juin 2025, après une hausse de 6,3% un mois auparavant. Cette évolution est attribuable principalement à la progression des activités extractives (+8,5 points) et des activités de fabrication (+2,7 points).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en juin 2025 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,6 points, tout comme le mois précédent. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+28,0 points), au Sénégal (+23,4 points), au Burkina (+12,9 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+8,2 points). En revanche, une contraction de l'activité a été observée au Mali (-44,8 points), au Niger (-19,0 points) et au Togo (-7,1 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré, en variation mensuelle, une hausse de 0,4% au cours du mois de juin 2025, après un accroissement de 4,6% un mois auparavant. L'amélioration de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement liée au commerce de détail (+1,5 point). Cette dynamique a été modérée par la baisse de performance du commerce de gros et des activités des intermédiaires (-1,1 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	juin	mai	juin (*)	mai	juin (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,5	-0,6	0,0	0,3	0,8
Commerce de véhicules automobiles	-0,1	-0,2	0,0	0,4	0,5
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,1
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-1,4	1,5	-1,1	0,2	0,5
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-1,1	1,1	-1,1	0,6	0,6
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,4	0,4	-0,1	-0,5	-0,2
COMMERCE DE DÉTAIL	0,4	3,7	1,5	3,3	4,5
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,4	0,2	0,1	0,4	0,1
Commerce de détail en magasin spécialisé	0,0	3,4	1,4	2,9	4,3
INDICE GLOBAL	-1,5	4,6	0,4	3,7	5,8

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 5,8% en juin 2025, après une hausse de 3,7% le mois précédent. Le renforcement de l'activité dans le commerce est porté par le commerce de détail (+4,5 points), le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,8 point), ainsi que le commerce de gros et des activités des intermédiaires (+0,5 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont contractés de 0,5% en juin 2025, après une hausse de 6,2% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont renforcés de 2,4% en juin 2025, après une augmentation de 1,7% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	mai	juin	mai	juin (*)	mai	juin (*)
Bénin	4,3	0,8	-5,9	-0,6	-3,1	-4,4
Burkina	7,0	1,1	6,1	0,3	5,2	4,3
Côte d'Ivoire	1,1	1,8	4,7	0,3	13,3	11,6
Guinée-Bissau	2,9	11,8	4,5	1,2	4,3	-5,6
Mali	8,9	-12,3	12,0	-6,2	3,6	10,9
Niger	1,7	3,0	-1,3	0,0	13,9	10,6
Senegal	3,4	-1,7	4,4	-3,3	9,9	8,2
Togo	14,9	6,9	-2,1	6,0	8,9	8,0
INDICE GLOBAL	3,6	1,2	6,2	-0,5	11,1	9,2

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 9,2% en juin 2025, après un accroissement de 11,1% en mai 2025. L'amélioration du chiffre d'affaires dans les services est observée notamment en Côte d'Ivoire (+11,6%), au Mali (+10,9%), au Niger (+10,6%), au Sénégal (+8,2%), au Togo (+8,0%) et au Burkina (+4,3%). En revanche, une détérioration est notée en Guinée-Bissau (-5,6%) et au Bénin (-4,4%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	mai	juin	mai	juin (*)	mai	juin (*)
Bénin	-0,1	3,2	0,0	0,2	15,5	12,1
Burkina	2,4	14,1	9,1	5,1	22,7	12,9
Côte d'Ivoire	1,2	1,9	0,2	2,3	14,4	14,9
Guinée-Bissau	2,4	13,4	1,7	12,4	8,8	7,9
Mali	-0,6	4	-0,9	6,3	14	16,5
Niger	0,6	3,9	4,8	0,2	18,7	14,6
Sénégal	2	-5,3	2,2	-0,8	17,3	22,8
Togo	3,1	3,3	2,7	6,9	15,3	19,4
INDICE GLOBAL	1,2	2	1,7	2,4	16,1	16,5

Source : BCEAO

(*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 16,5%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+22,8%), le Togo (+19,4%), le Mali (+16,5%), la Côte d'Ivoire (+14,9%), le Niger (+14,6%), le Burkina (+12,9%), le Bénin (+12,1%) et la Guinée-Bissau (+7,9%).

2.2. Inflation

En juillet 2025, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti, en glissement annuel, en baisse par rapport au mois précédent, principalement en raison du repli des prix des produits alimentaires.

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à -0,9% en juillet 2025, en baisse de 0,7 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de -0,2% observé en juin 2025. Le repli des prix s'explique par la décélération des composantes "Produits alimentaires" (-1,7 point) et "Restaurants et hôtels" (-0,3 point).

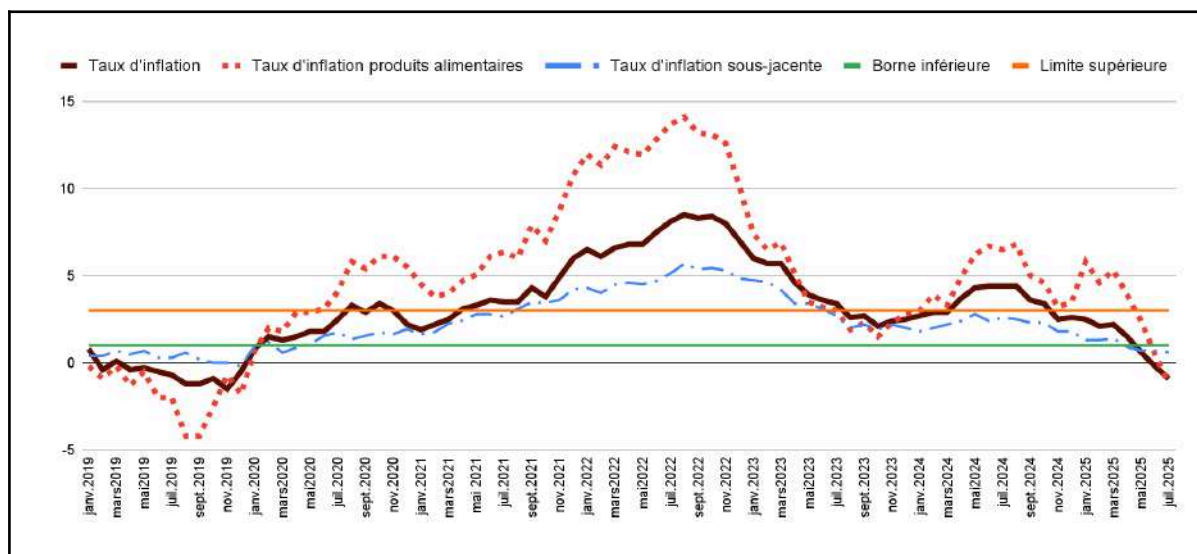
La détente des prix des produits alimentaires résulte des bonnes disponibilités des produits céréaliers locaux, issus de la campagne agricole 2024/2025. En outre, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les Etats de l'Union a diminué de 10,6% en juillet 2025, après un recul de 18,3% le mois précédent.

La poursuite du rythme descendant des prix dans la division "Restaurants et hôtels" s'explique principalement par le repli des tarifs de cette composante au Bénin (-3,1% après -2,1%) ainsi que le ralentissement de ces coûts noté au Mali (+2,0% après +5,9%) et en Guinée-Bissau (+2,4% après +2,7%).

L'analyse par pays révèle des baisses du taux d'inflation au Burkina-Faso (-1,1% après +1,1%, soit -2,2 pdp), en Guinée-Bissau (-1,9% après -0,3%, soit -1,6 pdp), au Niger (-9,1% après -7,7%, soit -1,4 pdp), au Togo (-1,1% après +0,4%, soit -0,7 pdp) et en Cote d'Ivoire (-0,8% après -0,6%, soit -0,2 pdp). Cette tendance a été renforcée par la décélération des prix observée au Mali (+4,8% après +5,3%, soit -0,5 pdp) et au Bénin (+1,0% après +1,8%, soit 0,8 pdp).

L'accélération des prix notée au Sénégal (+1,8% après + 0,8%, soit +1,0 pdp) a exercé un effet modérateur.

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est réduit de 0,1 pdp par rapport au mois de juin 2025 pour se situer à 0,6% en juillet 2025.

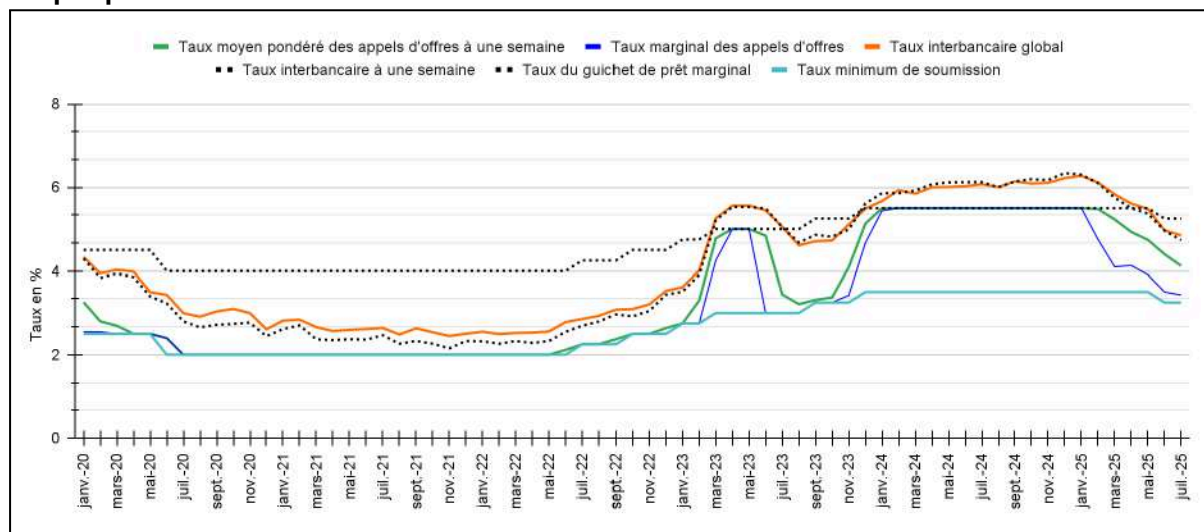
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé de baisser de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, à compter du 16 juin 2025. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est passé de 3,50% à 3,25%. Parallèlement, le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal est ramené de 5,50% à 5,25%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine est passé de 4,40% à fin juin 2025 à 4,12% à fin juillet 2025 et le taux marginal est ressorti à 3,43% à fin juillet 2025 contre 3,50% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine s'est établi à 4,74% en juillet 2025, en baisse de 22 points de base (pdb) par rapport à son niveau de juin 2025 (4,96%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 4,85% en juillet 2025, en recul de 12 pdb par rapport à juin 2025 et de 122 pdb sur un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de juin 2025 sont ressortis en baisse (-3 pdb) par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,70% en juin 2025, contre 6,73% le mois précédent et 7,15% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a baissé en Côte d'Ivoire (6,25% contre 6,28%), au Bénin (7,64% contre 7,66%), au Burkina (7,57% contre 7,59%), en Guinée-Bissau (9,46% contre 9,47%), au Sénégal (5,82% contre 5,83%) et au Togo (7,51% contre 7,52%). Par contre, une hausse a été observée au Mali (7,42% contre 7,39%) et au Niger (8,85% contre 8,84%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont accrus pour ressortir à 5,37%, contre un niveau de 5,35% enregistré le mois précédent, mais reste stable par rapport à juin 2024. Par pays, la rémunération des dépôts s'est améliorée en Côte d'Ivoire (5,00% contre 4,96%), au Bénin (5,38% contre 5,36%), au Burkina (5,53% contre 5,51%) et au Sénégal (5,55% contre 5,53%), tandis qu'elle s'est détériorée au Niger (5,19% contre 5,26%), au Togo (5,56% contre 5,63%), en Guinée-Bissau (3,51% contre 3,57%) et au Mali (5,13% contre 5,19%).

3.3. Monnaie

A fin juin 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 12,7%, après 13,4% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts ont progressé respectivement de 16,3% et 11,6%, après des augmentations respectives de 18,1% et 12,0% à fin mai 2025.

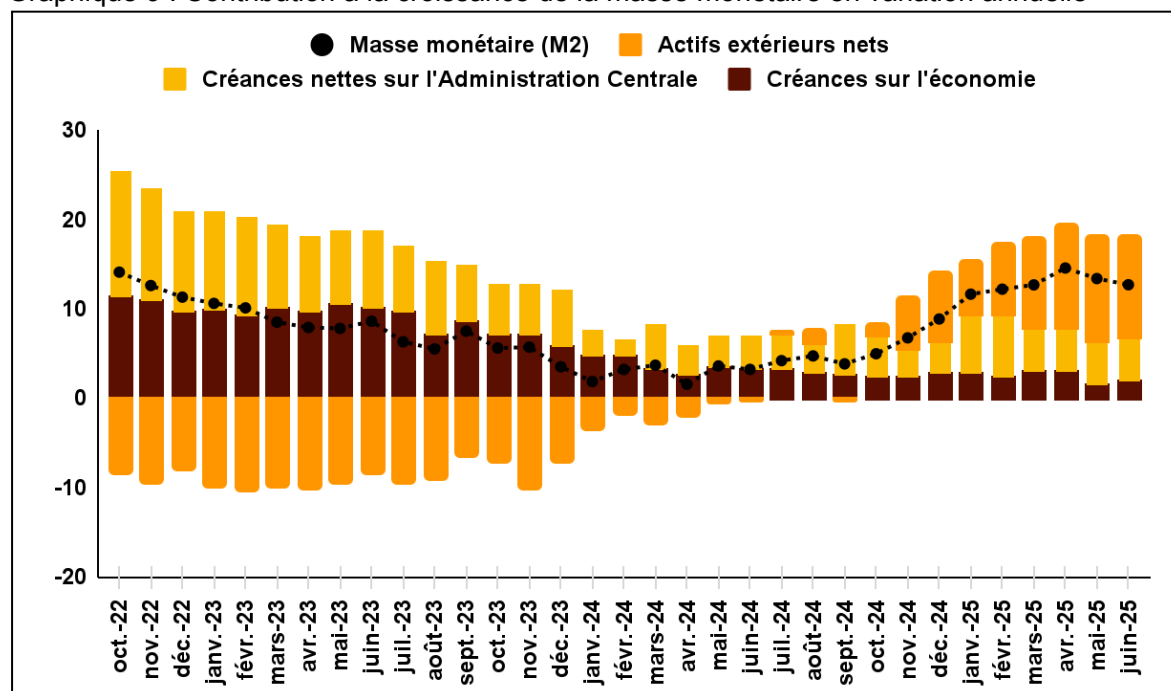
Tableau 6 : Situation monétaire à fin juin 2025 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	mai-24	juin-24	mai-25	juin-25	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	48 046,0	48 483,8	54 474,6	54 636,3	1,8	0,3	13,4	12,7
Circulation fiduciaire	11 115,8	11 185,7	13 129,6	13 006,6	2,3	-0,9	18,1	16,3
Dépôts	36 930,3	37 298,1	41 345,0	41 629,7	1,6	0,7	12,0	11,6
Actifs extérieurs nets	2 288,6	2 811,3	8 020,4	8 357,9	7,4	4,2	250,5	197,3
Créances intérieures	58 290,6	58 638,2	61 952,2	62 566,1	0,4	1,0	6,3	6,7
Créances nettes sur APUC	23 572,0	23 831,2	26 447,3	26 680,8	1,5	0,9	12,2	12,0
Créances sur l'économie	34 718,6	34 806,9	35 504,9	35 885,3	-0,5	1,1	2,3	3,1

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin juin 2025 résulte de la hausse en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+5.546,6 milliards ou +197,3%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+ 3.928,0 milliards ou +6,7%). Le renforcement des AEN est lié essentiellement à la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin juin 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 5.546,6 milliards (+197,3%), en glissement annuel.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 6,7% à fin juin 2025, après 6,3% en mai 2025. Cette augmentation est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+2.849,6 milliards contre 2.875,2 milliards en mai 2025) et des créances sur l'économie (+1.078,4 milliards contre +786,3 milliards en mai 2025).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 3,1% à fin juin 2025, après 2,3% enregistrée à fin mai 2025. Les crédits accordés aux entreprises non financières et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) ont augmenté respectivement de 1,9% et 7,0% à fin juin 2025 après des variations respectives de -0,6 % et 5,7% un mois plus tôt.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

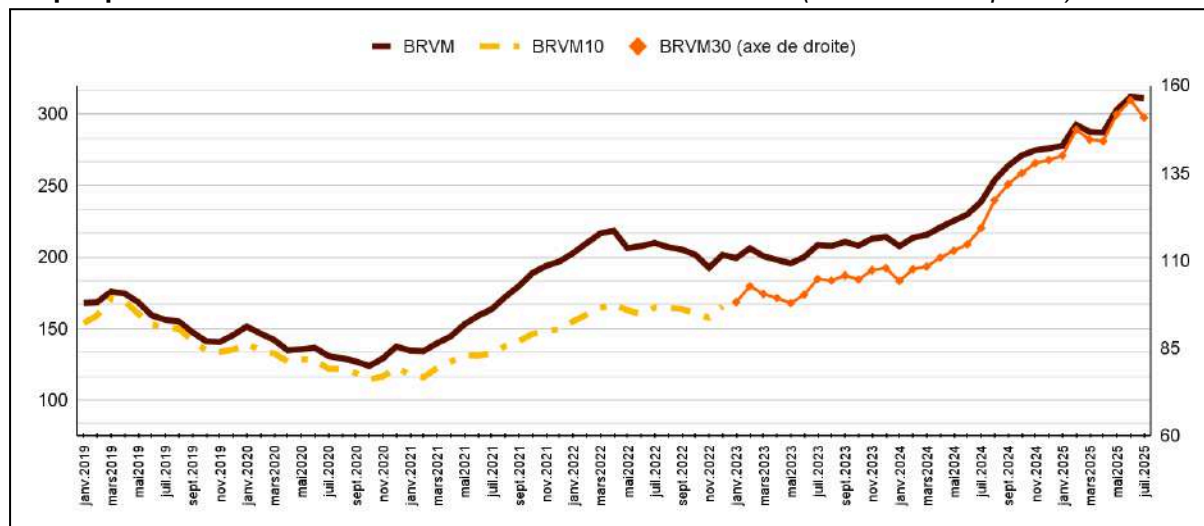
Les activités du marché boursier régional ont enregistré une baisse en juillet 2025. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.737,0 milliards en juillet 2025, en hausse de 764,3 milliards (+78,6%) par rapport au mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont révélé une tendance négative. A fin juillet 2025, l'indice global, le BRVM Composite, a reculé de 0,4% par rapport à sa valeur à fin juin 2025, pour s'établir à 310,9 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023 en remplacement de l'indice BRVM 10, s'est affaibli de 3,2% par rapport à sa valeur du mois précédent, pour se situer à 150,8 points. A la date du 20 août 2025, les indices BRVM Composite et BRVM 30 se sont renforcés de 2,2% chacun par rapport à sa valeur de fin juillet 2025.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés respectivement de 31,4% et 29,8% par rapport à juin 2024.

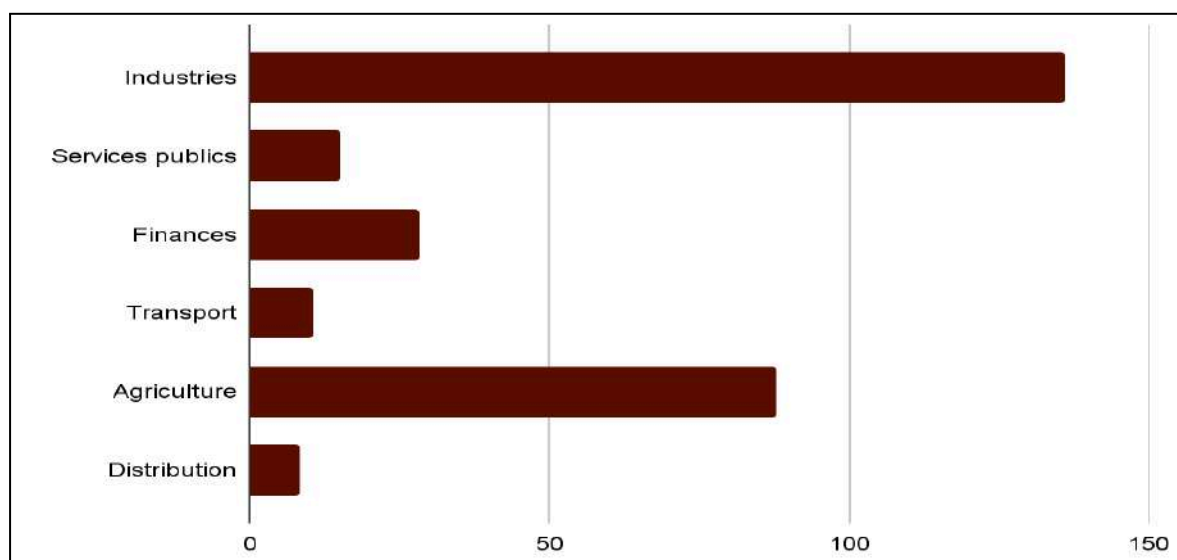
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est renforcée de 17,3% par rapport à fin juillet 2024 pour s'établir à 22.575,1 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par l'accroissement des indices des branches « Industries » : +135,9%, « Agriculture » : +87,7%, « Finances » : +28,3%, « Services publics » : +15,0%, « Transport » : 10,5% et « Distribution » : +8,4%. Dans le détail, la capitalisation du marché des actions a augmenté de 35,0% à 11.986,6 milliards tandis que celle du marché des obligations a progressé de 2,2% à 10.588,5 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en mai 2025 en variation annuelle



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UMOA ont levé en juillet 2025, 1.173,0 milliards, dont 337,9 milliards de bons du Trésor (28,8%) et 835,1 milliards d'obligations du Trésor (71,2%). Par rapport au mois précédent, les ressources mobilisées ont augmenté de 200,3 milliards (+20,6%), en lien avec une nette progression des émissions d'obligations du Trésor (+279,1 milliards ou +50,2%), atténuée par une baisse des émissions de bons du Trésor (-78,8 milliards ou -18,9%). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication s'est accru de 53,7% (+409,7 milliards).

Le taux de couverture² global des montants mis en adjudication a baissé, ressortant à 115,7% en juillet 2025, contre 135,6% le mois précédent.

Le compartiment par **syndication** a, au cours du mois sous revue, enregistré une opération pour un montant de 364,0 milliards.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	juillet 2024	juin 2025	juillet 2025	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	370,7	416,7	337,9	-78,8	-18,9	-32,8	-8,8
Obligations par adjudication	392,6	556,0	835,1	279,1	50,2	442,5	112,7
<i>Total adjudication</i>	763,3	972,7	1 173,0	200,3	20,6	409,7	53,7
<i>Obligations par syndication</i>	50,4	0,0	364,0	-	-	-	-
Total marché régional des titres publics	813,7	972,7	1 537,0	564,3	58,0	723,3	88,9
Marché des eurobonds	0,0	0,0	200,0	200,0	-	-	-
Total général	813,7	972,7	1 737,0	764,3	78,6	923,3	113,5

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Les taux d'intérêt ont diminué aussi bien pour les bons que pour les obligations entre juin et juillet 2025. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons s'est replié de 4 points de base (pdb) pour

² Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

s'établir à 7,08% en juillet 2025. Le rendement moyen pondéré des émissions obligataires s'est également réduit de 34 pdb pour ressortir à 7,27% en juillet 2025.

Par rapport à la même période de l'année 2024, les coûts des mobilisations des emprunts publics ont enregistré des évolutions haussières sur les deux segments. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor s'est accru de 7 pdb pour ressortir à 7,08%, tandis que le rendement moyen pondéré des obligations a progressé de 52 pdb à 7,27% en juillet 2025.

Sur le compartiment par syndication, le rendement moyen pondéré des obligations émises est ressorti à 6,74% en juillet 2025.

Sur les **marchés financiers internationaux des capitaux**, la Côte d'Ivoire a mobilisé le 17 juillet 2025 un montant de 50 milliards de yens, soit environ 200 milliards de francs CFA, à travers une émission de samouraï bonds sur le marché japonais des capitaux. Cette intervention est assortie d'un coupon nominal de 2,3%. Le prix à l'émission des titres susvisés est ressorti à 100%, induisant un rendement équivalent au taux de coupon.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	juillet 2024	juin 2025	juillet 2025	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,01	7,12	7,08	-0,04	0,07
Obligations	6,75	7,61	7,27	-0,34	0,52
<i>Par adjudication</i>	7,23	7,61	7,50	-0,11	0,27
<i>Par Syndication</i>	3,00	-	6,74	-	-
Eurobonds	-	-	2,33		
<i>émission en dollar</i>	-	-	-	-	-
<i>émission en FCFA</i>	-	-	-	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent favorables, bien qu'elles dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire interne, ainsi que des aléas climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans la trajectoire positive de la conjoncture soutiendrait les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par une progression de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les activités extractives, le commerce, les services marchands et non marchands, le transport et les BTP.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,5% au troisième trimestre 2025, après des estimations de 6,5% et 7,0% respectivement aux deuxième et premier trimestres 2025. La vigueur de la demande intérieure contribuerait à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	2T2024	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025
Secteur primaire	1,5	1,5	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6
Agriculture vivrière	5,5	5,5	6,7	6,5	6,0	6,0	6,1
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,5	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,2
Secteur secondaire	1,4	1,4	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6
Activités extractives	-0,1	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,3	5,3	5,4	5,2	4,8	4,8	4,9
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,9	0,9	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
BTP	1,0	1,0	-9,6	-9,3	-8,6	-8,6	-8,8
Secteur tertiaire	3,2	3,2	3,7	3,6	3,3	3,3	3,4
Commerce	2,1	2,1	1,9	1,8	1,7	1,7	1,7
Transports, postes et communications	0,2	0,2	-8,0	-7,7	-7,2	-7,2	-7,3
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,5	0,5	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Services non marchands	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
Impôts et taxes	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Produit Intérieur Brut	6,1	6,1	7,2	7,0	6,5	6,5	6,6

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations en glissement annuel situent le taux de croissance de la masse monétaire de l'Union à 13,9% à fin juillet 2025, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à son niveau de juin 2025. L'amélioration de 6.685,0 milliards serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de (3.726,5 milliards ou +6,3%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 7.050,5 milliards.

L'augmentation des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+10,5%) et, dans une moindre mesure, à celle des créances sur l'économie (+3,5%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin juillet 2025 par le renforcement des dépôts (+12,1%) et de la circulation fiduciaire (+20,1%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à -0,6% en août, -0,5% en septembre 2025 et -0,1% en octobre 2025. Le niveau projeté de l'inflation résulterait de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi que de l'approvisionnement suffisant des marchés de l'Union en produits céréaliers à la faveur de la bonne campagne agricole 2024/2025. Toutefois, cette évolution pourrait être atténuée par l'effet de la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	juin 25	juillet 25	août 25	sept. 25
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	-0,2	-0,6	-0,4	-0,3
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	0,1	-0,2	-0,1	-0,1
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,1
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	0,1	-0,3	-0,2	-0,2
Assurances et services Financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	6,0	7,0	2,5	2,6	-0,2	-0,9	-0,6	-0,5

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	juin	mai	juin (*)	mai	juin (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,5	-0,6	0,0	0,3	0,8
Commerce de véhicules automobiles	-0,1	-0,2	0,0	0,4	0,5
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,1
Commerce et réparation de motocycles	-0,1	-0,3	0,0	0,0	0,2
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES	-1,4	1,5	-1,1	0,2	0,5
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-1,1	1,1	-1,1	0,6	0,6
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,4	0,4	-0,1	-0,5	-0,2
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,2	-0,1	0,1	-0,1	-0,1
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0
COMMERCE DE DÉTAIL	0,4	3,7	1,5	3,3	4,5
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,4	0,2	0,1	0,4	0,1
Commerce de détail en magasin spécialisé	0,0	3,4	1,4	2,9	4,3
INDICE GLOBAL	-1,5	4,6	0,4	3,7	5,8

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	juin	mai	juin (*)	mai	juin (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	-1,0	1,1	1,0	5,9	8,5
Extraction d'hydrocarbures	-0,5	0,5	0,0	4,4	5,1
Extraction de minerais métalliques	0,1	0,0	1,2	-3,3	-2,3
Autres activités extractives	-0,2	0,1	0,0	0,6	0,7
ACTIVITES DE FABRICATION	-4,4	-2,1	-1,5	-0,3	2,7
Fabrication de produits alimentaires	-3,3	-1,5	-1,2	-0,1	2,0
Fabrication de boissons	-0,5	0,7	-0,7	0,5	0,4
Fabrication de produits a base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Fabrication de textiles	0,0	-0,5	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'articles d'habillement	0,2	0,1	0,3	-0,5	-0,4
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,0	-0,2	0,1	-0,2	-0,1
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	-0,2	0,0	-0,2	-0,1	-0,1
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,0	-0,5	0,3	0,1	0,5
Fabrication de produits chimiques	-0,5	0,0	0,0	0,1	0,6
Fabrication pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
Travail de caoutchouc et du plastique	0,3	-0,5	0,3	0,0	0,0
Fabrication de matériaux minéraux	-0,3	0,0	-0,2	0,2	0,3
Métallurgie	-0,1	0,3	-0,1	-0,3	-0,4
Fabrication d'ouvrages en métaux	0,0	-0,7	-0,1	0,1	-0,1
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	-0,1	0,0	0,1	-0,1	0,1
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,0	0,7	-0,1	-0,1	-0,2
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DELECTRICITE ET DE GAZ	-0,4	0,4	-0,5	0,3	0,2
Production et distribution d'électricité et du gaz	-0,4	0,4	-0,5	0,3	0,2
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Captage, traitement et distribution d'eau	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	-5,9	-0,5	-0,9	6,3	12,0

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs

